



POLICE MUNICIPALE

REPUBLIQUE FRANCAISE

A R R E T E

**CONCERNANT LE STATIONNEMENT
ESPLANADE DU CASINO DE PONTAILLAC
LE MERCREDI 23 DECEMBRE 2009**

EH/CB

APM 09/1465

Le Député-Maire de la Ville de ROYAN,

Vu les articles L. 2213-1 à L. 2213-6 du Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu les articles 131-13 et R.610-5 du Code Pénal,

Vu les articles R.411-8, R.411-25, R.417-10 et suivants du Code de la Route,

Vu la demande présentée par Madame Chantal EMILE (Présidente de l'Association Générale de Pontaillac), sise 15 rue Jean Renoir - 17200 ROYAN,

Considérant la nécessité d'assurer le bon déroulement de l'Arbre de Noël qui se déroulera le mercredi 23 décembre 2009 à Pontaillac,

A R R E T E

ARTICLE 1 : Le stationnement sera interdit sur 4 places de parking Esplanade du Casino de Pontaillac, à proximité du kiosque de Pontaillac, le mercredi 23 décembre 2009, de 14h00 à 19h00.

Le stationnement sera interdit sur 5 emplacements de parking devant le n°59avenue de Paris, le mercredi 23 décembre 2009, de 14h00 à 19h00.

Ces parkings seront réservés à l'organisation de la manifestation « l'Arbre de Noël » (suivant plan joint).

ARTICLE 2 : Ces emplacements seront réservés à l'organisation de l'association. Les véhicules autorisés à stationner sur ces parkings devront être identifiables au moyen d'un macaron délivré par l'association, apposé sur le tableau de bord et nettement visible par tout agent de la Force Publique.

ARTICLE 3 : La signalisation et le barriérage seront mis en place et maintenues par les services techniques de la ville.

ARTICLE 5 : Tout véhicule en infraction aux présentes dispositions sera poursuivi conformément aux textes et règlements en vigueur.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Mairie, Monsieur le Commissaire Principal de Police, Monsieur le Commandant de la Communauté de Brigade de Gendarmerie et Tous Agents de la Force Publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à ROYAN, le 17 novembre 2009

Certifié exécutoire
En vertu de l'article L.2131-3
du Code Général des Collectivités
Territoriales
le 19 novembre 2009

Pour le Député-Maire,
L'Adjoint délégué,
Didier BESSON